

Négocier un autre partage du temps de travail

Et un autre partage des revenus

« La question du temps de travail mérite mieux que le débat caricatural que nous avons eu il y a quelques années, affirmait le 23 octobre 2010 le Président de la Commission Emploi du MEDEF. Aujourd'hui, il est très difficile de trouver un emploi stable avant 28 ou 30 ans. Puis, entre 30 et 40 ans, on demande aux gens de travailler plein-pot et de tout réussir en même temps : leur vie privée et leur vie professionnelle. Puis vers 55 ans, on les jette comme de vieux mouchoirs tout en leur demandant de cotiser plus longtemps. Objectivement, cela n'a pas de sens, continuait Benoit Roger-Vasselin devant une assistance étonnée. Il faut rouvrir le débat sur une autre répartition du temps de travail tout au long de la vie. »

Le partage du travail actuel est un non-sens :

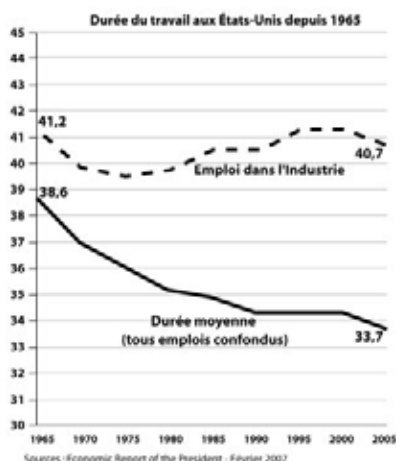
→ d'un côté tous ceux et celles qui font 0 heures par semaine car ils sont au chômage.

→ de l'autre, tous ceux qui travaillent plein pot (et parfois trop) : la durée réelle d'un plein temps est supérieure à 38 heures d'après l'INSEE

→ au milieu, toutes celles et ceux qui galèrent avec des petits boulots à temps partiel, sur la semaine ou sur l'année.

Cette forme de partage du travail est un non-sens car elle provoque une énorme souffrance aussi bien du côté de ceux qui travaillent 0 heure par semaine que du côté de ceux qui travaillent plein-pot mais acceptent de plus en plus des emplois stressants ou médiocrement payés car ils ont peur d'être dans le prochain plan social (« si tu n'es pas content, va voir ailleurs »). Ce partage du travail profite essentiellement aux actionnaires dont les revenus n'ont jamais été aussi élevés.

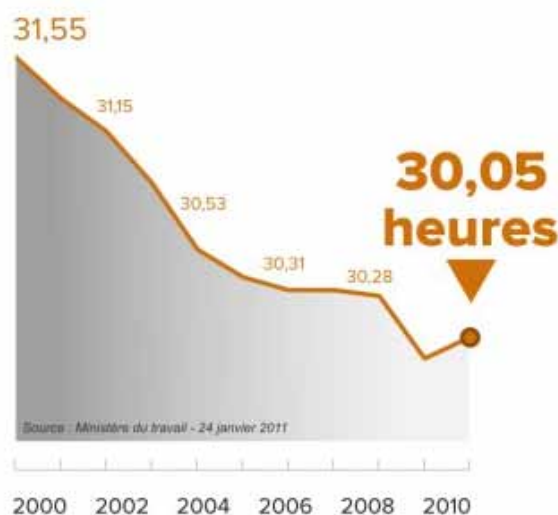
33,7 heures, durée moyenne du travail aux Etats Unis.



D'une façon ou d'une autre, un certain « partage du travail » existe dans tous les pays : aux Etats-Unis, avant même la crise des subprimes, il y avait tellement de petits boulots à 10 ou 15 heures par semaine que la durée moyenne du travail était de 33,7 heures. Ces chiffres contredisent tout ce qu'on nous a dit et répété sur le « miracle américain » mais ce sont les chiffres officiels : en 2005, avant la crise, au moment où les Etats-Unis connaissaient encore une forte croissance, la durée moyenne pour ceux qui avaient un travail était inférieure à 34 heures quand la durée moyenne -tous emplois confondus- était en France de 36,3 heures.

30,05 heures en Allemagne

Durée réelle du travail en Allemagne Tous emplois confondus

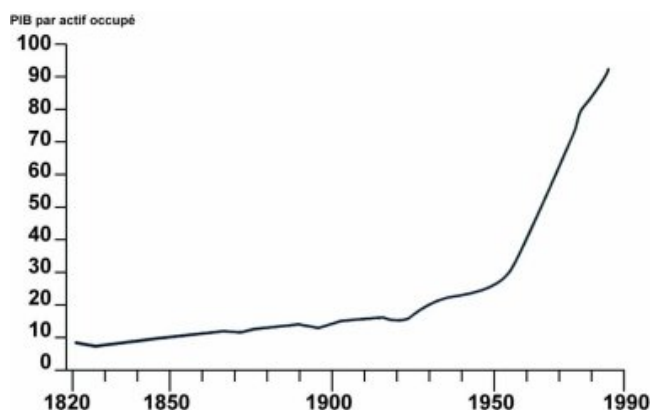


De même, en Allemagne, les chiffres du Ministère du Travail indiquent que, avant la crise de 2008, avant la mise en place du KurzArbeits, quand l'Allemagne était présentée comme un modèle de plein emploi, la durée moyenne sans compter les chômeurs était de 30,3 heures. Elle est tombée à 30,05 heures en 2010.

33,7 heures de durée moyenne aux Etats-Unis, 30,05 heures en Allemagne... Dans tous nos pays, que nous le voulions ou non, on produit plus avec moins de travail.

Nous sommes en train de vivre une révolution telle que l'humanité n'en a jamais connue.

Alors qu'il avait fallu 140 ans pour que la productivité soit multipliée par deux entre 1820 et 1960, elle a depuis été multipliée par CINQ. La révolution industrielle du XIXème siècle ou l'invention du travail à la chaîne au début du XXème siècle sont des gains de productivité presque ridicules au regard de ceux réalisés depuis trente ans.



La productivité en France depuis 1820

C'est du jamais vu. Une vraie révolution ! Jamais dans l'histoire de l'humanité, on n'avait connu un tel bouleversement. Grâce à la multiplication des robots et des ordinateurs, la productivité du travail humain a progressé de façon inouïe. Le phénomène est mondial mais la France est l'un des tout premiers pays du monde en terme de productivité.

La France est l'un des pays du monde qui a la meilleure productivité du travail.

« J'ai fait un calcul rarement effectué, explique Jacques Marseille, Professeur à la Sorbonne. J'ai divisé le PIB français par la productivité d'un travailleur britannique ou japonais. Avec leur niveau de productivité, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. Autant dire que le chômage ne serait plus un problème en France... »

Le Figaro 2 février 2004

une productivité très forte. Les Anglais ou les Japonais, qui ne sont pourtant pas des imbéciles, ont une productivité nettement plus faible que la nôtre : selon Eurostat, si la productivité horaire est en moyenne de 100 pour l'Europe des 15, elle est de 118 en France et de 95 seulement en Grande Bretagne.

L'écart de productivité est de l'ordre de 20 % entre nos deux pays : le volume de richesse produit par heure travaillée en France est supérieur de 20 % à celui du Royaume-Uni et supérieur de 32 % à celui de l'Italie !

Voilà qui amène à relativiser très nettement les critiques sur la médiocrité des Français et de leur système éducatif... Sans doute, notre système éducatif peut-il être amélioré (nul ne le conteste !) mais si nous sommes, parmi les pays occidentaux, celui dont la productivité a le plus augmenté depuis 25 ans, c'est peut-être que tout n'est pas à jeter dans notre école, nos centres de formation professionnelle et notre Université !

Répétons le : «avec le niveau de productivité des Anglais ou des Japonais, qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose. **Le chômage ne serait plus un problème en France...**»

Le Figaro, auquel tous ces problèmes de productivité avaient sans doute échappé quand la RTT était au centre du débat public en France, a découvert depuis l'importance fondamentale de la question :

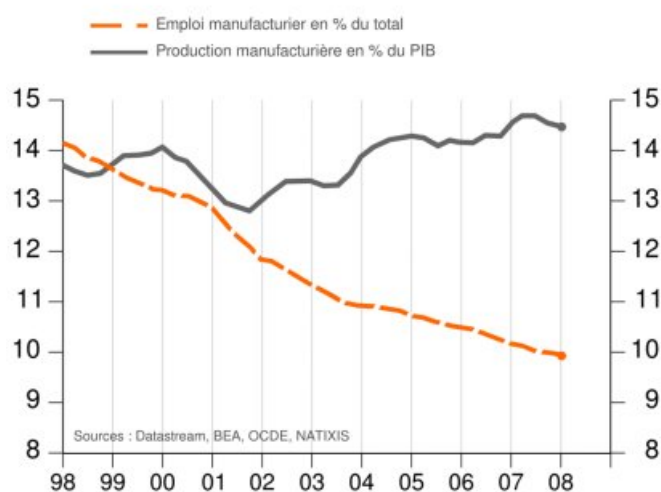
« Les gains de productivité ne laissent que très peu de place à la création de postes. L'an dernier, même avec une croissance de 9 %, la Chine n'a vu le total des heures travaillées sur son territoire augmenter que de 1 % ! Il faut cesser de se lamenter sur les délocalisations. Cela ne porte que sur de très petits nombres. Les gains de productivité détruisent bien plus d'emplois. »

Le Figaro 27 janvier 2006

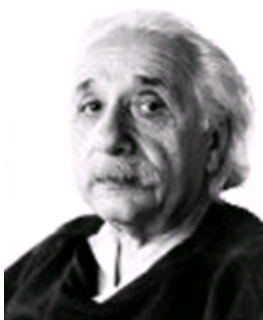
C'est un point fondamental. Absolument fondamental pour comprendre l'«exception française» : nous avons

1 Le volume de richesses matérielles produit en une heure, en moyenne, dans le pays.

Production industrielle et emploi industriel aux USA



En 1933, Albert EINSTEIN expliquait déjà que la mauvaise utilisation des gains de productivité des années 1910-1925 (Ford et Taylor, Cf Charlot dans Les temps modernes) était la cause fondamentale de la crise : « Cette crise est singulièrement différente des crises précédentes. Parce qu'elle dépend de circonstances radicalement nouvelles conditionnées par le fulgurant progrès des méthodes de production.



Pour la production de la totalité des biens de consommation nécessaires à la vie, seule une fraction de la main d'œuvre disponible devient indispensable. Or, dans ce type d'économie libérale, cette évidence détermine forcément un chômage (...).

Ce même progrès technique qui pourrait libérer les hommes d'une grande partie du travail nécessaire à leur vie est le responsable de la catastrophe actuelle. » écrivait Einstein avant de demander une « baisse de la durée légale du travail »

33,7 heures de durée moyenne aux Etats-Unis. 31,4 heures de durée moyenne aux Pays-Bas. 30 heures de durée moyenne en Allemagne. ... Il faut en finir avec les faux débats : si l'on intègre les gains de productivité colossaux réalisés dans toutes nos économies depuis 40 ans, le débat n'est plus «pour ou contre la RTT ?» mais plutôt «quelle RTT ?» RTT organisée par le marché (précarité, stress et concurrence permanente) ou RTT organisée par le débat, le référendum et la négociation ?

La cause fondamentale de la crise

Voilà la principale explication du chômage et de la précarité qui rongent nos sociétés depuis 30 ans, voilà donc la cause fondamentale de la crise qui a éclaté depuis cinq ans : notre incapacité collective à gérer des gains de productivité colossaux. Car ces gains sont vraiment considérables : en trente ans, l'économie française produit 76 % de plus avec 10 % de travail en moins. Depuis 1974, le volume total de production a presque doublé mais le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 milliards (Insee). Or, dans le même temps, grâce au baby-boom et grâce au travail des femmes, la population active disponible passait de 22,3 à 27,2 millions de personnes.

Du fait des gains de productivité, l'économie a besoin de 10 % de travail en moins mais, dans le même temps, le nombre de personnes disponibles a augmenté de 23 % ! Un écart de 33 % s'est donc creusé entre l'offre et la demande de travail.

Résumons la situation :

- Depuis 1974, le PIB a presque doublé : jamais nous n'avons connu une telle abondance !
- Depuis 1974, la productivité a fait des bonds de géant : jamais nous n'avons été aussi efficaces !
- Depuis 1974, le nombre de femmes qui travaillent a fortement augmenté et notre natalité est la meilleure d'Europe : jamais nous n'avons été aussi nombreux à vouloir travailler !

En soi, ces trois évolutions devraient être trois bonnes nouvelles. Mais comme notre contrat social est bloqué, comme la durée réelle du travail a très peu baissé depuis trente ans (et que la crise amène à des réflexes de crispation plus que de changement), cette accumulation de bonnes nouvelles aboutit à un scandale, à un non-sens absolu : au lieu de profiter à tous, les gains de productivité, fruits de l'effort de tous, débouchent sur un chômage massif pour certains et sur une stagnation des salaires et un stress croissant pour d'autres.

Un écart de 33 % s'est creusé entre l'offre de travail et la demande de travail.

Si, dans le même temps, la durée individuelle du travail avait baissé de 33 %, le chômage serait resté à son

faible niveau de 1974. Mais la durée du travail pour un emploi normal a très peu baissé : la durée réelle a baissé 4 % entre 1997 et 2002 (Insee juillet 2005) et, depuis 2002, en multipliant les « assouplissements », la droite a réussi à annuler quasiment toute la baisse due aux 35 heures.

Selon l'étude Emploi de l'Insee publiée en 2008, si l'on intègre les heures supplémentaires, la durée du travail pour un salarié à temps plein est revenue à 38 heures ! On lit et on entend partout que « la France est passée à 35 heures » mais, en réalité, selon l'Insee, la durée réelle d'un temps plein est supérieure à 38 heures en moyenne.

Paradoxe inexplicable ! Jamais nous n'avons injecté autant d'intelligence dans le système économique, mais jamais nous n'avons mis aussi peu d'intelligence pour faire évoluer notre système social. Il faut sortir de ce non sens. Il faut mettre fin au scandale.



« Il faut passer à 4 jours, 32 heures, sans étape intermédiaire. C'est le seul moyen d'obliger les entreprises à créer des emplois » affirmait Antoine RIBOUD, le fondateur de BSN Danone en septembre 1993. « Il faut baisser la durée du travail de 20 à 25 % d'ici 2015 » affirmait la Commission BOISSONAT en 1995.

« Une baisse de la durée du travail à 30 heures permettrait de reconstituer une vie familiale et une vie privée » écrivait Edgar MORIN dans Pour une politique de Civilisation.

Depuis son Congrès de Montpellier, en 1995, la CFDT demande une loi cadre pour aller à 32 heures. Comment financer une telle réduction du temps de travail ? En activant les dépenses de chômage, comme le propose la CFDT depuis 20 ans, on peut financer les créations d'emplois sans nuire à la compétitivité des entreprises. Plus de 400 entreprises sont déjà passées à la semaine de 4 jours sans augmenter d'un euro leurs coûts de production et en créant massivement des emplois.

En période de crise, il est plus facile de jouer sur les peurs et de parler au cerveau reptilien que de parler à l'intelligence et au cerveau citoyen.

En 1917, quand Henry Ford affirmait qu'il fallait des règles collectives pour augmenter les salaires (afin d'augmenter la consommation), quand Kellogg passait ses usines à 30 heures -et augmentait les salaires de 12 %- pour « donner du travail à 300 chefs de famille », ils ont été moqués par les autres patrons américains. En période de crise, le bon sens ne veut-il pas que l'on travaille plus en gagnant un peu moins ? Ce bon sens reptilien a conduit à la crise de 1929.

Ce même bon sens inspire aujourd'hui les leaders de la droite quand ils incitent chacun à travailler plus. En réalité, le seul moyen de rééquilibrer le marché du travail pour augmenter vraiment les salaires, le meilleur moyen aussi de sauver les retraites, c'est de s'attaquer frontalement au chômage. Ce qui passe (entre autres actions) par une forte baisse du temps de travail.

« Beaucoup, à gauche, ont peur d'être ridicules en parlant à nouveau du temps de travail : on en a déjà tellement parlé. Et puis, faut-il vraiment faire le bilan des 35 heures ? Les 35 heures devaient être une étape vers les 4 jours - 32 heures, mais qui s'en souvient ? On a peur d'être ridicule. On a peur de faire « réchauffé ». Mais la peur n'est pas forcément bonne conseillère. Serons-nous capables de nous ressaisir et d'ouvrir un vrai débat sur cette question cruciale avant que la précarité généralisée ne débouche sur une crise majeure ? »

Michel Rocard et Pierre Larrouturnou
Le Nouvel Observateur 21 octobre 2004



Le dossier du temps de travail doit être rouvert et débattu sans tabou. Sans doute faut-il l'aborder avec une méthode différente de celle employée dans les années 90, en ayant une vision de l'ensemble des temps sociaux (temps de travail, formation, retraites, temps personnel...) et en laissant plus de place à la négociation mais la question du temps de travail sur laquelle la droite s'est tellement acharnée depuis 9 ans ne peut pas devenir un sujet tabou à gauche.

Sans doute faut-il aussi nous inspirer des méthodes de négociation qui ont donné de meilleurs résultats dans d'autres pays d'Europe. Tout cela est vrai mais il serait absolument dramatique que la question du temps de travail reste un sujet tabou à gauche.

Entre 1900 et 1970, on a divisé par deux le temps de travail : on est passé de 7 jours de travail à 6, puis de 6 jours à 5. Quant à la journée de travail, elle est passée de 12 heures à 8. Et les salariés gagnaient progressivement 5 semaines de vacances. En 70 ans, alors que la productivité augmentait assez peu, on a divisé par 2 le temps de travail. Mais depuis le début des années 1970, alors que la productivité a fait des bonds de géants, nous ne sommes plus capables de faire évoluer notre contrat social : à peu de chose près, à 38 heures en moyenne, la durée réelle d'un emploi à temps plein est la même qu'il y a trente ans !

Jamais on a fait autant de productivité mais jamais nos dirigeants n'ont été aussi peu capables de l'en tenir compte. L'histoire sera sans doute sévère avec les politiques qui refusent aujourd'hui de débattre sérieusement des gains de productivité et du temps de travail.

Wassenaar 2012

Les accords de Wassenaar ont été signés en 1982 par les syndicats et le patronat hollandais avec le soutien actif de l'Etat. Les Pays-Bas connaissaient à l'époque un chômage massif (9 % de chômage officiel et plus de 13 % de personnes placées en invalidité). A l'issue de plusieurs semaines de négociation tripartite (syndicats, patronats, Etat), un nouveau pacte social a été rendu public. Il portait aussi bien sur les salaires que sur le temps de travail, la formation, les retraites et la fiscalité...

Ces accords de Wassenaar ont permis de diminuer le total « chômage + invalidité » de moitié. Tous les problèmes n'étaient pas réglés mais ces accords apportaient la preuve que, par le dialogue, en mettant tout sur la table, en prenant le temps d'approfondir la discussion, en acceptant des concessions réciproques (« on simplifie le droit du travail mais on sécurise vraiment les salariés »), on peut faire reculer nettement le chômage et la précarité.

Pendant longtemps, les accords de Wassenaar ont été considérés comme ce qui se faisait de mieux en matière de contrat social. Mais, en 2004, l'assassinat de Theo Van Gogh a profondément ébranlé la société néerlandaise : on s'est rendu compte qu'un certain « bien-être social » ne suffit pas pour faire société. L'équilibre social est nécessaire mais pas suffisant. Le « chacun a un travail mais chacun reste chez soi, dans sa communauté » n'est pas viable à long terme. Voilà pourquoi, en 2012, on ne peut plus penser la cohésion sociale comme on le faisait en 1982 : les questions d'identité, les questions d'habitat, les questions d'éducation (y compris l'éducation à la non-violence, l'éducation à la laïcité), les questions de lien social et d'intimité doivent être prises en compte.

En s'inspirant de ce qui s'est fait aux Pays-Bas, mais en essayant d'en tirer toutes les leçons, il est fondamental, d'organiser très vite en France une négociation semblable

à celle de Wassenaar. Ce n'est pas par des décrets ou des lois rédigées en petit comité que l'on sortira notre pays de la crise. Le temps du débat et le temps de la négociation sont fondamentaux.

Si la gauche gagne en 2012, il faut immédiatement ouvrir une négociation sociale ; prendre 2 ou 3 mois pour tout mettre sur la table avec les partenaires sociaux (retraites, chômage, financement de la protection sociale...) **et accoucher d'un nouveau contrat social** qui sera ensuite soumis à référendum. Le référendum permet d'avoir un débat public et permet ensuite, si le Oui l'emporte, de garantir une très grande stabilité aux nouvelles règles du jeu. Cette question de la stabilité est essentielle car les chefs d'entreprises comme les syndicalistes se plaignent très souvent de l'instabilité des règles en matière sociale.

Lutter contre les inégalités de revenu

Au total, si l'on met en œuvre l'ensemble de nos propositions¹, on peut créer plus de deux millions d'emplois en 5 ans. Créer un tel volume d'emploi est sans doute le meilleur moyen d'éviter la récession² et le meilleur moyen de rééquilibrer la négociation sur les conditions de travail ou sur les salaires.

Mais, pour lutter contre les inégalités de revenu, un débat doit être organisé au Parlement pour définir quels sont les inégalités de revenus maximales que l'on peut accepter dans une République qui a choisi comme principes fondamentaux la Liberté mais aussi l'Egalité et la Fraternité.

Pendant très longtemps, notre économie a fonctionné sans qu'aucun dirigeant n'ait un revenu supérieur à 20 fois le salaire de base. 20 fois le SMIC, c'est déjà considérable ! Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes et d'hommes ont des revenus inférieurs au salaire minimum et d'autres, au contraire, ont des revenus 30 fois, 100 fois ou 400 fois plus élevés.

Le Parlement doit débattre de ce niveau d'inégalité qui est un non-sens aussi bien éthique qu'économique. Ce débat doit permettre d'étudier tous les moyens concrets dont dispose le politique pour lutter contre ces inégalités. Pourquoi la commande publique ne serait-elle pas réservée aux entreprises dont les écarts de salaires sont conformes aux valeurs de la République ?

www.Roosevelt2012.fr

1 Investir massivement dans le logement, Investir massivement dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, Séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt ce qui les conduira à investir plus dans les PME, Développer l'économie sociale et solidaire, Lutter contre les délocalisations, négocier autre partage du travail...

2 Si 2 millions de personnes ou de familles voient arriver un nouveau revenu et si les autres s'inquiètent moins pour leur avenir, cela ne peut avoir qu'un effet bénéfique pour l'économie.